



Manifeste pour une nation ambitieuse

Auteur – Luc Tousignant

La croisée des chemins – les propositions

Au cours des prochains mois, je publierai une série de réflexions et de propositions concrètes pour nourrir nos aspirations nationales, dans la continuité de mes deux ouvrages *Manifeste pour une nation ambitieuse*.

J'espère que ces textes contribueront à alimenter les échanges, les débats et la réflexion collective d'ici le 5 octobre prochain, jour des élections québécoises.

Urgence linguistique

Cinquante ans après l'adoption de la Loi 101, le Québec fait face à une réalité qui contredit les promesses d'une francophonie protégée et florissante.

Les données du dernier recensement de Statistique Canada révèlent un déclin constant : la proportion de francophones au Québec est passée de 94 % en 1951 à 87,1 % en 2021, avec des projections inquiétantes situant cette proportion entre 78 % et 82 % d'ici 2051.

À Montréal, cœur culturel et économique du Québec, la situation est encore plus préoccupante. La francophonie métropolitaine atteint à peine 52 %, avec une trajectoire pouvant mener à 40-45 % au cours de la prochaine décennie.

Cette évolution n'a rien d'accidentel. Elle résulte d'une convergence de facteurs systémiques : domination des géants numériques et de la culture mondialisée anglo-américaine, affaiblissement des médias francophones, fédération canadienne de plus en plus hostile aux revendications en matière d'immigration, linguistiques et culturelles du Québec, sous-financement chronique des établissements francophones d'enseignement supérieur.

Face à cette réalité, une question devient incontournable :

Saurons-nous résister encore cinquante ans ?

Je propose une réponse structurée et ambitieuse.

Non pas à travers des mesures symboliques ou temporaires, mais par une stratégie nationale cohérente, enracinée dans les réalités démographiques, économiques et culturelles du Québec, inspirée des succès observés ailleurs dans le monde et portée par une volonté politique claire.

La publication d'aujourd'hui porte sur le diagnostic.

I. Diagnostic : le Québec d'aujourd'hui

La langue française sous pression systémique

Montréal : une métropole qui s'éloigne du français

Montréal, qui devrait constituer la grande forteresse du français en Amérique du Nord, voit sa population francophone diminuer de façon continue.

Cette érosion ne traduit pas une préférence spontanée des Québécois pour l'anglais. Elle reflète plutôt les mécanismes systémiques d'une fédération indifférente, voire hostile, aux revendications linguistiques du Québec.

La Loi fédérale sur les langues officielles désigne Montréal comme une ville « bilingue ». Dans les faits, cela signifie trop souvent un fonctionnement où l'anglais domine et où le français devient un simple accompagnement institutionnel, malgré le fait que la charte de la Ville affirme clairement que Montréal est une ville de langue française.

Des cégeps anglophones disproportionnés

Alors que la minorité anglophone représente environ 8,8 % de la population québécoise, les cégeps anglophones accueillent près de 19 % des effectifs collégiaux.

Plus préoccupant encore : près des deux tiers des étudiants qui fréquentent ces établissements sont francophones ou allophones.

Il s'installe ainsi un mécanisme d'anglicisation durable chez une génération qui devrait pourtant devenir l'un des principaux vecteurs de transmission du français.

Ce déséquilibre est tel que 41 syndicats d'enseignants du réseau collégial se sont mobilisés en faveur de l'extension de la Loi 101 au cégep.

Des universités francophones désavantagées

Les universités anglophones, notamment McGill, reçoivent davantage de financement par étudiant que les universités francophones comme l'Université de Montréal.

Cette disparité structurelle s'est accentuée depuis la déréglementation des frais de scolarité des étudiants étrangers en 2018, qui a renforcé la capacité des institutions anglophones à attirer une clientèle internationale.

Pendant ce temps, les établissements francophones doivent composer avec des ressources plus limitées, malgré leur rôle central dans la vitalité culturelle et scientifique du Québec.

Une fierté identitaire fragilisée

Depuis plusieurs décennies, le sentiment de fierté identitaire s'est affaibli chez une partie importante des jeunes Québécois.

Cette fragilisation psychologique traduit une société qui transmet de moins en moins clairement le sens de son héritage, l'ampleur de ses réalisations historiques et la légitimité de sa vision collective.

Un peuple qui cesse de croire en lui-même devient vulnérable à l'effacement.

Un cadre fédéral devenu antagoniste

Le gouvernement fédéral a consacré des milliards de dollars à promouvoir le bilinguisme canadien au Québec, souvent en contradiction directe avec les objectifs linguistiques québécois.

Dans la pratique, cette vision du bilinguisme mène presque toujours à la prédominance de l'anglais.

Les entreprises sous juridiction fédérale — banques, télécommunications, transport aérien — agissent fréquemment comme des vecteurs d'anglicisation. Malgré la Loi 101, les services offerts y placent encore trop souvent l'anglais au centre des communications.

Le Québec adopte des lois pour protéger le français.

Le fédéral et ses institutions les neutralisent ou les contournent.

C'est là le cœur du problème politique québécois : l'absence de souveraineté linguistique et culturelle dans un cadre constitutionnel devenu incompatible avec la protection durable du français.

Les trois scénarios possibles

1. Le scénario pessimiste : le statu quo

Sans intervention majeure, la proportion de francophones poursuivra son recul, particulièrement à Montréal.

Le Québec glisserait progressivement vers une société bilingue anglophone de facto. La transmission du français entre les générations s'affaiblirait jusqu'à devenir marginale dans certains milieux urbains.

Le Québec perdrait alors ce qui le distingue fondamentalement en Amérique du Nord : son caractère national français.

2. Le scénario pragmatique : des réformes majeures à très court terme

Avec une volonté politique forte et des investissements massifs dans la langue, l'éducation et la culture, le Québec pourrait stabiliser la francophonie autour de 75 à 80 %.

Montréal pourrait redevenir une métropole relativement majoritairement francophone quoi que peu probable car toujours sous influence canadienne.

Mais ce scénario exigerait une mobilisation politique, institutionnelle et budgétaire exceptionnelle pendant plus d'une décennie.

Et surtout, il demeurerait limité par le cadre canadien.

À mes yeux, cela reviendrait à tenter de vider une chaloupe percée de toutes parts avec une simple cuillère.

Une immense énergie nationale consacrée à ralentir un déclin plutôt qu'à reprendre pleinement le contrôle de notre avenir collectif.

3. Le scénario idéal : l'indépendance

Un Québec souverain, maître de ses politiques linguistiques, culturelles, éducatives et migratoires, pourrait assurer durablement la pérennité du français.

L'indépendance offrirait enfin la cohérence institutionnelle nécessaire pour protéger efficacement notre langue et notre culture, sans contradiction permanente avec le pouvoir fédéral.

Elle permettrait surtout de consacrer entièrement nos ressources à nos propres priorités nationales.

La semaine prochaine, je présenterai cinq priorités d'action concrètes.